

Retraité(e)s CGT: Indigné(e)s mais pas Résigné(e)s

Journal à périodicité variable des Retraités et Préretraités CGT

SAP 13.Syndicat des Activités Postales. 55 av de La Rose La Brunette BT ext D 13013 Marseille

Tel : 04.91.11.60.95 Fax : 04.91.02.69.69

Courriel retraitecgtposte13@yahoo.com Site <https://retraites-cgtposte13.over-blog.com/>



La Sécu c'est notre seule richesse !

**Faut l'a garder, faut l'a défendre
Il faut l'améliorer pour aller vers
la Sécu à 100 % pour tous !**

taxer les riches c'est anticonstitutionnel, mais taxer les pauvres c'est tout à fait légal ! C'est ça leur logique



Les pauvres, PAYEZ !

Fin du découvert bancaire automatique et découvert sur autorisation de votre banquier !

La zone rouge va bientôt être plus encadrée. À partir du 20 novembre 2026, les découverts bancaires entreront dans le cadre complet du crédit à la consommation, annonce la Banque de France.

Les autorisations automatiques de découvert de plus de 200€ devraient se raréfier. Chaque demande devra être étudiée individuellement, et le client devra solliciter la banque à chaque fois qu'il souhaite un découvert.

Selon l'Observatoire des inégalités, cette réforme va encore creuser les écarts entre ménages aisés et plus modestes quand on sait que 22% des français et un jeune sur deux survivent à partir du 16 du mois avec un découvert. qu'un quart des salariés gagnent moins de 1.750 euros nets mensuels, ce qui pourrait compliquer l'accès à des découverts significatifs, cette réforme limitant une des dernières marges de manœuvre financière des foyers modestes. parfois nécessaires pour gérer des imprévus et on est littéralement en train d'interdire à des millions de gens de faire leurs courses passé le 15 du mois.

A quand la révolte globale pour exiger une augmentation conséquente des salaires et pensions en rappelant que sous la poussée des manifestations le smig fût augmenté d'un coup de 33 % en mai 68



Voir les modalités du déplacement page 2

SECTION RETRAITÉS POSTE 13 RESTEZ CONNECTÉS

Si vous souhaitez obtenir des informations sur les publications et activités de votre section retraité-e-s Poste 13, n'hésitez pas à visiter le blog : <https://retraites-cgtposte13.over-blog.com/> Et notre groupe Facebook : <https://www.facebook.com/groups/956776144449878>

Ils permettent de maintenir un lien avec l'actualité et cesera aussi l'occasion d'échanger et de rester informés de l'actualité sociale et des rendez-vous importants. Si vous souhaitez nous rencontrer, un accueil à la section syndicale des Retraités CGT de la Poste a lieu de 14h à 17h00 au siège du syndicat départementale :
Le 1^{er} mardi de chaque mois, pendant réunion du bureau
Le 3^{ème} mardi de chaque mois, lors la réunion mensuelle des syndiqués

Ces réunions mensuelles des syndiqués sont conçues non seulement pour vous informer sur les actions et initiatives en cours, mais aussi pour échanger, débattre sur nos revendications spécifiques retraités : la santé et l'autonomie, les transports, le logement, les services publics de proximité...

Vous pouvez également vous rapprocher de l'Union Locale de votre localité ou de votre arrondissement, de nombreuses UL ont des sections multi-professionnelles et/ou collectives de retraités, permettant aux Postiers et aux retraités d'autres secteur d'activités de mutualiser leurs expériences et de partager leurs préoccupations. Les coordonnées sur le site de l'UD CGT 13 : <https://13.udcgt.fr/les-unions-locales/>

**Vous avez des questions, n'hésitez pas à nous contacter par mail :
retraitecgtposte13@yahoo.com**



BUREAUX DE POSTE UN SERVICE PUBLIC EN DANGER !

Depuis des années l'État se désengage de ses missions de services publics et dans son sillage les autres collectivités publiques en font de même. Depuis le **changement de statut en 2009 public-privé**, les bureaux de Poste ferment les uns après les autres, laissant les habitants démunis de service public et quand ils existent encore, sont surchargés avec des files d'attente interminables, des usagers exaspérés et même parfois désespérés, et des personnels au bord de la rupture.

La disparition progressive des bureaux de poste dans les Bouches-du-Rhône : Environ 259 points de service, couvrant 186 communes.

Cette évolution se traduit par une multiplication des formats : bureaux de plein exercice (offrant la gamme complète de services), agences postales communales et relais chez des commerçants (services contraints et accueil souvent partagé) et une fragilisation du service de proximité pour les usagers les plus vulnérables.

Avec la baisse de dotations aux collectivités territoriales, les services publics locaux sont également fortement menacés. Des communes pallient aux manquements de l'État en ouvrant des maisons « **France services** » appelées dans un premier temps « *Maisons de Services Au Public* », hébergées dans les locaux municipaux ou dans les bureaux de Poste, ils servent de guichet unique de proximité comprenant plusieurs opérateurs « partenaires » : Pôle emploi, la CNAM, la MSA, la CAF, la CNAV, la DGFIP, et les services des ministères de la Justice et de l'Intérieur) via un guichet unique.

La transformation de ces bureaux « **de plein exercice** » en formats allégés ou la réduction d'horaires, a un fort impact sur les communes et les quartiers périphériques.

Pour les retraités et les publics fragiles, la transformation des guichets se traduit concrètement par : allongement des trajets, perte d'horaires pratiques (samedi, pause méridienne), difficultés pour les opérations à guichet automatique (recommandés, opérations bancaires simples), et perte d'un **lieu de lien social**. De plus avec la dématérialisation et **le tout numérique**, l'accès aux services publics est devenu pour beaucoup de plus en plus difficile, voire impossible pour certains. On numérise tout en faisant de l'accès aux services publics un parcours du combattant, et en éloignant l'utilisateur d'un contact direct avec les agents. **Cela s'annonce comme une arme de destruction massive de la fonction publique et des services publics.**

Ces politiques de baisse des dépenses publiques, **de casse des services publics**, malgré des bénéfices records, 719 millions € de bénéfices pour La Poste au premier semestre 2025.

La disparition progressive des bureaux de poste illustre le recul des services publics de proximité, au détriment des usagers les plus fragiles. Ce démantèlement, guidé par des logiques de rentabilité, menace l'égalité d'accès aux droits et affaiblit le lien social.

Il est urgent de redonner priorité à l'humain et à la mission de service public. Alors oui, les dates de mobilisations sont nombreuses, envahissons-les ! (J.J)

80 ans de la Sécu : Arles Jeudi 27 nov 2025/ EN BUS

mais... **INSCRIPTION INDISPENSABLE et OBLIGATOIRE**

RdV: 7h30 Bourse du Travail Bd Nédélec 13003 Mlle – Retour: 16/16h30

Tel:USR CGT13 **04 91 50 48 07** / Annie **06 44 06 65 94** / Patrick **06 09 43 73 33**

Courriel retraitecsgtposte13@yahoo.com / patachoumarti@yahoo.fr

N B Une partie des frais de covoiturage, parking pourra être prise en charge par l'USR



MON RESSENTI -59^e Congrès UD CGT 13 Martigues 13, 14 et 15 octobre

J'ai eu la chance ou la malchance, selon les points de vue, d'être délégué au 59^e congrès de l'Union Départementale des Bouches-du-Rhône. Chance ou malchance ? Chacun aura son opinion sur le déroulement et l'issue de ce congrès.

Dans son intervention de clôture le nouveau secrétaire général de l'UD a qualifié ce congrès « d'original » Pour ma part, je dirais plutôt « un congrès extraordinaire ». Extraordinaire par la richesse des interventions, qu'elles soient contradictoires ou convergentes. Des interventions souvent passionnées, qui ont suscité tour à tour des applaudissements nourris ou parfois du chahut, témoignant d'un débat vivant et d'une réelle expression démocratique. Cela a véritablement permis d'exprimer la force de notre démocratie interne.

Pour ma part, j'ai surtout participé en spectateur attentif ou j'ai pu apprécier la diversité des opinions, contribué uniquement en levant mon carton lors des votes à main levée.

La direction sortante a été mise en difficulté après le rejet du rapport d'activité, avec un résultat de 7 152 voix pour et 9 028 contre. Malgré les tensions, les différends et des débats parfois vifs, il a montré une CGT vivante, attachée à la démocratie interne et à la confrontation des idées. Ce congrès restera sans doute dans les mémoires comme un moment fort de la vie syndicale départementale. L'élection d'une nouvelle direction, autour de Marc PIETROSINO, ouvre une nouvelle page pour l'Union Départementale CGT 13. Souhaitons que cette équipe trouve les moyens de rassembler et de redonner confiance aux militantes et militants, dans un contexte social où la CGT a plus que jamais un rôle essentiel à jouer pour créer les conditions du rapport de force pour contrer les attaques de ce gouvernement et du patronat. Il est primordial que la CGT continue de jouer son rôle dans la défense des droits des travailleurs et la lutte contre les attaques gouvernementales et patronales pour imposer nos exigences sociales et environnementales.

Pour ma part, je garde de ce congrès l'image d'un moment intense, instructif et révélateur de la vitalité de notre organisation.



RETOUR SUR le 20^{ème} congrès des activités postales des B-du-R

qui s'est tenu le 24 octobre à Vitrolles, rassemblant de nombreux délégués venus de l'ensemble du département.

Rapport d'ouverture : Présenté par Stella, reprenant l'ensemble des luttes menées et les actions syndicales depuis le dernier congrès et traçant les perspectives pour les trois prochaines années.

Les débats ont débuté de manière relativement timide, les retraités ont participé à la discussion en soulignant l'importance de s'opposer à la tentative du gouvernement d'opposer les générations : « boomers » contre les « actifs »,

afin de faciliter l'adoption du plan Bayrou/Lecornu. S'ensuivent des échanges autour des enjeux du service public postale, notamment avec la mise en place des CSE et ses conséquences sur la démocratie syndicale.

Rapport d'introduction adopté à l'unanimité .

Un moment de convivialité partagé Une pause repas conviviale est organisée avec une petite innovation : le repas avait été entièrement préparé par des participants. Une belle initiative qui a permis de renforcer les liens entre militants et d'instaurer une ambiance chaleureuse et fraternelle et aussi contribué à créer une atmosphère conviviale..durant..le..congrès.

Rapport financier présenté par Magali a permis de dresser un état précis et transparent de notre situation. La CCF a confirmé la bonne gestion des comptes. Rapport et bilan financier, adoptés à l'unanimité.

Les travaux se sont conclus par l'élection d'une nouvelle commission exécutive, également élue à l'unanimité qui s'est isolée.pour élire le bureau et un secrétariat de choc avec Stella ESTAQUE, Secrétaire Générale, Magali TARDIEU et Karim BOUZANA + Sabrina MANCA

Un hommage à notre secrétaire général sortant Éric CHENAIS pour ces années de travail collectif, d'engagement sans faille au sein du syndicat départemental. Son dévouement, sa rigueur et sa disponibilité qui a largement contribué à la vitalité et à la cohésion de notre organisation.



Le congrès se conclut dans une ambiance conviviale et festive autour d'un buffet.

Merci à Jocelyn JAUFFRET pour ces 2 comptes-rendus. validés par les mandaté.es aux ongrès

DONNEZ LES MASQUES AUX ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

En France, l'Agence nationale de santé publique est chargée de la gestion des stocks pour protéger la population face à des menaces sanitaires graves ou pour faire face à des tensions aiguës sur les approvisionnements. Selon l'état de l'inventaire de Santé publique France (SPF) de janvier 2024 le stock stratégique inclut 2,1 milliards de masques parmi eux, 706 millions sont déjà périmés et la totalité des masques acquis pendant la crise sanitaire sera **périmée en 2026**.

Pour rappel, les masques acquis par l'État durant la pandémie ont coûté **1,2 milliard d'euros HT**. Or, en l'état de la législation il est impossible pour l'Agence nationale de santé publique de céder gratuitement les produits acquis, notamment vers les établissements publics de santé.

Le Gouvernement persiste à ne pas faire une exception à cette directive inique au moment où il recherche, dans nos poches à faire des économies ?

Indecosa CGT : PROTÉGER LES CONSOMMATEURS

Face aux coupes budgétaires du futur budget de l'État, l'Indecosa pointe le risque pesant sur le consommateur, via la probable fermeture de l'Institut National de la Consommation et tire la sonnette d'alarme. Une situation qui s'inscrit dans la lignée de la politique macroniste : Depuis 2017, des centaines de milliards d'euros d'argent public ont été distribués aux "clientèles" privilégiées par la droite : les entreprises et les grandes fortunes, aux frais de la population ». Parmi les coupes suggérées, la fermeture de plusieurs établissements publics, ou leur mise au régime sec : l'Agence du bio, victime d'une baisse drastique de son budget (15 M d'euros). L'Office français de la biodiversité est également dans le viseur ainsi que l'Agence de la transition écologique (Ademe). Mais ce qui alerte le plus l'Indecosa, c'est la possible disparition de l'Institut national de la consommation (INC). Cet organisme indépendant des pouvoirs économiques revendique la revue "60 millions de consommateurs", référence des tests comparatifs et alertes santé et des émissions d'info suivies chaque semaine par plus de 3 millions de téléspectateurs. Il faut aussi mentionner la baisse des moyens des Centres techniques régionaux de la consommation (CTRC), alors que la défense des consommateurs s'appuie justement sur l'INC, qui assure l'expertise, les associations qui accompagnent les familles et les CTRC, chargés de la formation des bénévoles associatifs. Tous les débats sur la malbouffe, le nutri-score, le bio seront-ils clos ? Indecosa a également lancé une pétition auprès du Sénat pour maintenir une TVA à 5,5% sur le gaz et l'électricité, que le gouvernement veut faire passer à 20%. (J.J)

RAPPEL : Chaque syndiqué CGT est membre de droit de l'Indecosa N'hésitez pas à leur écrire @ contactinfo@indecosa13.fr ou à téléphoner 04 96 21 76 45



ÉPIDÉMIE CHEZ LES BOÎTES JAUNES

DU SERVICE PUBLIC POSTAL

121 042 boîtes aux lettres en France début 2025.

La Poste en a supprimé 6 307 à début octobre, soit de l'ordre de 25 chaque jour, samedis et dimanches



compris. Par rapport aux années précédentes, l'accélération est franche, le rythme de réduction est trois à cinq fois plus élevé. L'entreprise à capitaux publics en avait retiré environ 1 430 (- 1,2 %) en 2024 et près de 1 900 en 2023 (- 1,5 %). Désormais, c'est l'hémorragie qui accompagne les fermetures de bureaux de Poste.

Voir ce petit morceau de service public disparaître du paysage est particulièrement difficile autant que la suppression du poste de la guichetière ou de la fermeture d'un bureau de poste, les gens voient s'estomper le service public.